

Daily News 11 / 10 / 2019

Juncker Plan: €12.5 million to develop the first energy efficiency investment platform in Lithuania

The European Investment Bank is providing €12.5 million to Lithuanian Public Investment Development Agency, VIPA. The agreement is backed by the Juncker Plan's European Fund for Strategic Investments. VIPA will use the financing to create the first national investment platform dedicated to promote and finance energy efficiency projects across Lithuania. The investments will focus on the installation of solar panels on private homes, the renovation of multi-apartment buildings and the implementation of efficient lighting, and will help beneficiaries to cut CO2 emissions and lower their energy bills. Vytenis **Andriukaitis**, Commissioner for Health and Food Safety, said: *"It is vital that we bring our homes and businesses into the 21st century when it comes to their carbon footprint. I am very pleased that the Juncker Plan is supporting Lithuania's first energy efficiency investment platform. Not only will the projects financed by this platform help Lithuania meet its sustainability objectives, but consumers will see a drop in their energy bills. A win-win."* A press release is available [here](#). As of September 2019, the Juncker Plan has mobilised €433.2 billion of additional investment, including €1.6 billion in Lithuania. The Plan is currently supporting 972,000 small and medium businesses across Europe. (For more information: Annika Breidhardt – Tel.: [+32 229 56153](tel:+3222956153); Siobhan Millbright – Tel.: [+32 229 57361](tel:+3222957361))

Banking regulation: Commission launches public consultation on the implementation of the Basel III reforms*

The European Commission is today launching a public consultation on the implementation of the finalised Basel III standards in the EU. These internationally agreed standards for banks aim to continue improving the solidity, stability and resilience of the banking sector. The consultation will help the EU to ensure that the specificities of the European banking sector are fully taken into account and to ensure that banks are able to perform their role of financing the economy and financing the green transition. The Basel III framework was developed by the Basel Committee on Banking Supervision in response to the financial crisis. The consultation aims to gather views from interested parties on specific topics such as credit risk, operational risk, market risk, credit valuation adjustment risk, securities financing transactions as well as in relation to the so-called output floor. This consultation will also be the opportunity for the Commission services to welcome stakeholders' views on other related subjects with a view to ensuring convergent and consistent supervisory practices across the Union and alleviating the administrative burden. The consultation launched today follows a [first exploratory consultation](#) conducted in spring 2018, the [technical advice](#) submitted to the Commission by the European Banking Authority (EBA), and the ongoing exchange with stakeholders and

Member States' experts. The Commission will hold a [public conference](#) on 12 November 2019 to discuss the impact and challenges of implementing the final Basel III reforms in the EU. The feedback from the public consultation and the EBA's advice will feed into the Commission's impact assessment. Respondents are encouraged to provide as much evidence as possible using this [link](#). The consultation will remain open until 3 January 2020. *(For more information: Vanessa Mock – Tel.: +32 229 56194; Guillaume Mercier – Tel.: +32 229 80564).*

Services financiers : La Commission lance une consultation sur les règles européennes relatives aux indices financiers de référence

La Commission européenne lance aujourd'hui une consultation sur le fonctionnement du [règlement sur les indices financiers de référence](#). Ces règles européennes communes visent à garantir l'exactitude et l'intégrité des indices de référence utilisés de différentes manières. Il s'agit notamment d'indices qui déterminent la valeur des instruments financiers et des contrats financiers, ou d'indices de référence utilisés pour mesurer la performance des fonds d'investissement dans l'UE. La consultation d'aujourd'hui vise à recueillir l'avis des parties intéressées sur les divers aspects du régime de référence, y compris sur les pouvoirs des autorités compétentes en ce qui concerne les indices de référence d'importance critique, mais aussi sur leurs pouvoirs de retirer ou de suspendre l'autorisation ou l'enregistrement d'un administrateur. La consultation vise également à recueillir l'avis des parties prenantes sur la question de savoir si le cadre de surveillance actuel pour les indices de référence d'importance critique (par exemple EURIBOR) est approprié et si le cadre réglementaire applicable aux indices de référence non significatifs et aux indices avec des données réglementées est correctement calibré. En outre, la Commission accueille aussi les avis sur le fonctionnement du registre des administrateurs de l'ESMA et sollicite un appel à contributions sur les mesures applicables aux indices climatiques, aux indices relatifs aux produits de base et aux indices des pays tiers. En application depuis janvier 2018, ce règlement contribue à réduire le risque de manipulation en garantissant que les fournisseurs d'indices de référence de l'UE bénéficient d'une autorisation préalable et soient soumis à un contrôle approprié. Les règles s'appliquent aux administrateurs des indices de références, aux contributeurs et aux utilisateurs dans l'UE. Ces règles ont été mises en œuvre en réponse à des scandales liés à la manipulation d'indices de référence majeurs tels que LIBOR. Ces manipulations ont été préjudiciables aux consommateurs et aux entreprises dans l'UE. La [consultation](#) sera ouverte pendant 8 semaines par le biais du questionnaire en ligne. Les versions allemande et française seront également disponibles prochainement. *(Pour plus d'informations : Vanessa Mock – Tél.: +32 229 56194; Guillaume Mercier – Tél.: +32 229 80564)*

Santé des végétaux: la priorité accordée à la lutte contre 20 organismes de quarantaine sur le territoire de l'UE

La Commission européenne a publié aujourd'hui une liste de 20 organismes de quarantaine réglementés, considérés comme des organismes de quarantaine prioritaires, parmi lesquels celles luttant contre *Xylella fastidiosa*

(maladie de Pierce), *Popillia Japonica* (scarabée japonais), *Anoplophora glabripennis* (longicorne asiatique), *Candidatus Liberibacter* spp («greening» des agrumes) et *Phyllosticta citricarpa* (maladie des taches noires des agrumes), dont l'impact économique, environnemental et social sur le territoire de l'Union est le plus grave. Les États membres devront lancer des campagnes de sensibilisation du grand public, réaliser des enquêtes annuelles, préparer des plans d'intervention, des exercices de simulation et des plans d'action en vue de l'éradication de ces organismes nuisibles. Saluant l'adoption de cette liste, Vytenis **Andriukaitis**, commissaire chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, a déclaré: « *La santé des végétaux a été l'une des préoccupations majeures de mon mandat au cours des cinq dernières années. C'est la raison pour laquelle je suis particulièrement heureux de pouvoir inscrire à mon bilan l'établissement de cette priorité, qui aidera l'UE et les États membres à mieux se préparer et à engager des actions rapides contre ces dangereux organismes nuisibles aux végétaux ainsi qu'à contribuer au « Green Deal » européen, à la protection de notre biodiversité, de nos écosystèmes naturels et de l'agriculture de l'UE.* » Tibor **Navracsics**, commissaire chargé de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport, responsable du Centre commun de recherche, s'est exprimé en ces termes: « *Afin de protéger efficacement nos végétaux et la qualité de vie de nos citoyens, nous devons d'abord saisir la gravité de l'incidence économique, environnementale et sociale d'organismes nuisibles tels que le scarabée japonais et la maladie des taches noires des agrumes. Grâce à un nouvel indicateur conçu par le Centre commun de recherche, nous pouvons à présent estimer les dommages causés par ces organismes nuisibles sur plusieurs plans, y compris les moins tangibles, tels que le paysage, le patrimoine culturel, la biodiversité et les écosystèmes. Nous avons pu de la sorte déterminer les 20 organismes nuisibles les plus néfastes sur lesquels devraient se concentrer nos efforts.* » La sélection des organismes nuisibles repose sur l'évaluation qui a été effectuée par le [Centre commun de recherche de la Commission](#) et [l'Autorité européenne de sécurité des aliments](#). Le communiqué de presse complet est disponible [en ligne](#) dans toutes les langues. (Pour plus d'informations: Anca Paduraru – Tél.: +32 229 91269; Aikaterini Apostola – Tél.: +32 229 87624)

Budget de l'UE: la Commission s'assure à ce que chaque euro du budget de l'UE soit bien utilisé

La Commission Juncker a bien progressé en s'assurant que chaque euro du budget de l'UE soit bien dépensé et transmet à son successeur un système solide de protection du budget. C'est l'une des principales conclusions de la 30e édition du rapport sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne, que la Commission européenne a publié [aujourd'hui](#). Bien entendu, des efforts supplémentaires aux niveaux européen et national sont nécessaires pour répondre aux nouvelles tendances en matière de contournement des règles et d'adaptation à un paysage institutionnel différent. Le commissaire européen chargé du budget et des ressources humaines, Günther H. **Oettinger**, a déclaré: « *Au cours des cinq dernières années, la Commission a pris des mesures importantes pour garantir la protection du budget de l'UE et créer*

une valeur ajoutée pour les citoyens. C'est une bonne nouvelle pour nous tous. Les citoyens peuvent être rassurés que leur argent est dépensé là où il est le plus nécessaires, contribue à adresser les défis au niveau de l'UE et fait la différence pour un grand nombre de personnes, dans l'UE et au-delà. » À cette fin, la Commission a pris un certain nombre de mesures au cours des années. Celles-ci incluent, par exemple, de [nouvelles règles simplifiées](#) selon lesquelles le budget de l'UE est dépensé, entrées en vigueur le 2 août 2018, ainsi qu'une [nouvelle stratégie antifraude](#) visant à améliorer encore la détection, la sanction et la prévention de la fraude et soutenant les efforts de la Commission à réduire encore la fraude contre le budget de l'UE. La Commission soutient également activement la création du [Parquet européen](#), un corps de magistrats indépendant et décentralisé de l'Union européenne doté de la compétence pour rechercher, poursuivre et traduire en justice les auteurs d'infractions portant atteinte au budget de l'UE, telles que la fraude, la corruption ou la fraude transfrontière grave à la TVA. Pour faciliter la coopération entre le Parquet européen et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), la Commission a proposé de modifier [les règles régissant l'OLAF](#), qui sont en cours de négociation par les co-législateurs. Plus d'informations sont disponibles en ligne [ici](#). (Pour plus d'informations: Mina Andreeva – Tél.: +32 229 91382; Andreana Stankova – Tél.: +32 2 29 57857)

L'UE accorde 363 millions d'euros aux chercheurs dans le domaine du changement climatique, du traitement du cancer et d'autres défis scientifiques d'importance cruciale

Aujourd'hui, la Commission européenne a annoncé que 37 groupes de recherche, qui visent à relever certains des défis scientifiques les plus complexes de notre époque, ont reçu les Synergy Grants du [Conseil européen de la recherche](#) 2019. Un montant total de 363 millions d'euros sera alloué dans le cadre du programme de recherche et d'innovation de l'UE, [Horizon 2020](#), afin de mener leurs projets de recherche pionniers dans des domaines tels que le traitement du cancer, le changement climatique, la prévision des séismes et la production alimentaire. Carlos **Moedas**, commissaire en charge de la recherche, de la science et de l'innovation, a déclaré: « *Les projets sélectionnés montrent la valeur ajoutée du financement de l'UE dans des projets de recherche motivés par la curiosité, moteur qui est essentiel pour répondre à plusieurs des préoccupations principales des citoyens, telles que des conditions de vie plus saines, un environnement plus propre ou une économie plus juste. Pour chaque projet qui recueille l'expertise complémentaire de plusieurs chercheurs du Conseil européen de la recherche, je suis confiant en la qualité des résultats de ces efforts scientifiques. Elles sont susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives et de nous doter des moyens pour faire face aux défis de l'avenir.* » Les groupes de recherche associent 126 chercheurs principaux qui mèneront leurs projets dans 95 universités et centres de recherche, et ce dans 20 pays de l'Espace européen de la recherche et au-delà. En outre, les subventions permettront de créer quelques 1 000 emplois pour des boursiers post-doctorants, des doctorants et d'autres membres du personnel des équipes de recherche bénéficiaires. De plus amples informations sont disponibles dans ce [communiqué de presse du Conseil](#)

[européen de la recherche](#). (Pour plus d'informations: Lucía Caudet – Tél.: +32 229 56182; Marietta Grammenou – Tél.: +32 229 83583)

ANNOUNCEMENTS

Fourth European Vocational Skills Week: 'VET for All – Skills for Life'

The 2019 European Vocational Skills Week will take place in Helsinki from 14 to 18 October. Hosted by the European Commission in partnership with the Finnish Presidency of the Council of the EU, this fourth edition will continue to encourage people of all ages to 'discover their talent' through vocational education and training (VET). "The central theme of our campaign this year is 'VET for All – Skills for Life'," said Marianne **Thyssen**, Commissioner for Employment, Social Affairs, Skills and Labour Mobility. "I truly believe that vocational education and training helps people to start and build up fulfilling careers at any age. This is why I want VET to become a valid smart choice for both young people and adults." In addition to the events during the Week in Helsinki, more than 1,000 activities and events have already signed up and will take place throughout the year at local, regional and national level across Europe and beyond. All stakeholders have come together to highlight the benefits of VET, showcase opportunities and promote an educational pathway that has the potential to transform the lives of young and old alike. On Monday, Commissioner Thyssen will kick-off the VET Skills Week in Belgium, by visiting the Don Bosco Institute in Brussels, the port of Ostend and the adult training centre RelyOn Nutec. On both visits, press moments are foreseen (programme and contacts [here](#)). Furthermore, each year the European Vocational Skills Week rewards outstanding individuals, organisations and initiatives through the 'Awards for VET Excellence'. The prizes are designed to highlight the quality in vocational education and training (VET), provide visibility to the winners, motivate those taking part and support the development of networks and new career opportunities. Anyone can vote through this [link](#) and choose what the most inspiring VET story is. The vote is open until the 15 October included, and the award ceremony will take place on Thursday 17 October in Helsinki. More information on the Vocational Skills Week is available in this [press release](#). (For more information: Christian Wigand– Tel.: +32 229 62253; Sara Soumillion – Tel.: +32 229 67094)

[CALENDRIER](#) – activités hebdomadaires des Commissaires

[Eurostat](#): communiqués de presse

[Prochains événements](#) de la Commission européenne (ex-Top News)

[updated at 17:30 on 11/10/19]